

L'hon. M. Stanfield: C'était le thème de la réunion. Cela fait ressortir à quel point la déclaration du premier ministre était inopportune. Les ministres ont mis l'accent, et à juste titre d'après moi, sur le rôle que l'OTAN a toujours été censé jouer, depuis un certain temps du moins, dans le règlement des problèmes sociaux. Je dois avouer que l'OTAN a déçu sous ce rapport. J'espère que ce ne sont pas là simplement des paroles en l'air, mais que l'OTAN s'emploiera véritablement à régler ces problèmes.

Je serais en faveur de toute réorganisation ou remaniement de l'OTAN, susceptible d'améliorer l'efficacité de l'Alliance en vue d'amener une détente entre l'Ouest et l'Est, thème de la réunion. Il s'agit sûrement d'un domaine où le Canada aurait été heureux de participer, au lieu d'affaiblir l'Alliance à l'ouverture de la réunion quant à la possibilité d'une telle détente.

Le ministre a signalé l'importance que les ministres ont attachée à Washington aux entretiens entre l'Union soviétique et les États-Unis en ce qui concerne la limitation des armes nucléaires stratégiques, offensives et défensives. Cette proposition ralliera l'appui de tous; chacun l'approuvera. Cependant, l'initiative augmentera-t-elle les chances de succès de la négociation d'une telle limitation, vu la réduction imminente des armes classiques au moment même où l'on a l'espoir ou, du moins, l'intention ferme de discuter ce genre de problèmes? En annonçant à ce moment une réduction de notre participation à l'OTAN, le gouvernement du Canada a aussi réduit, selon moi, les chances de succès des négociations en vue de la limitation des armes nucléaires.

Selon le ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et lui-même ont expliqué à nos alliés comment les résultats de la revue de notre politique de défense vont influencer sur notre participation à l'OTAN à l'avenir. Je suis heureux que les deux ministres aient réussi à expliquer cette question à Washington, car le premier ministre n'y est pas parvenu ici et le ministre n'a pas réussi à le faire à la Chambre aujourd'hui.

Le ministre ne nous a appris rien de nouveau à cet égard. Il serait très intéressant de faire des conjectures sur les propos tenus par les ministres aux représentants de nos alliés à l'OTAN et sur l'explication et les précisions qu'ils ont pu apporter quant à

l'annonce faite par le premier ministre peu de temps avant le départ des ministres pour Washington.

• (2.20 p.m.)

On est forcé de conclure que la déclaration du premier ministre a beaucoup de signification ou n'en a très peu. Les déclarations que le ministre de la Défense nationale attribue à son collègue à Washington n'ajoutent rien à ce que le premier ministre a déjà dit. En raison de l'importance que l'Alliance attache à la recherche des possibilités d'une détente, le gouvernement du Canada devrait revenir sur sa décision de retirer ses troupes de l'OTAN en ce moment, ou annoncer son intention de ne le faire qu'au début de l'an prochain. Un certain nombre de raisons justifieraient cette attitude, mais le gouvernement canadien serait justifié à signifier son intention de continuer, pour le moment du moins, à appuyer entièrement l'OTAN, car il aiderait ainsi à l'Alliance à réaliser une détente entre l'Est et l'Ouest, ce que, en fin de compte, nous souhaitons tous.

Je dois dire que la déclaration du premier ministre a amoindri les chances d'une détente; de plus, la vague déclaration du ministre et les généralités d'apparence vague qu'on lui a offertes à Washington ne changent rien à l'affaire.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, d'après la déclaration du ministre, lui-même et ses collègues ont expliqué à Washington, aux représentants de nos alliés, ce que le Canada entend par la réduction planifiée et progressive des effectifs militaires canadiens en Europe. Je me demande s'il les a laissés autant dans le doute que nous le sommes à cet égard, car je ne pense pas qu'un seul député de l'opposition ait la moindre idée de ce que peut être cette réduction planifiée graduelle. Nous ne savons pas si les termes employés par le premier ministre expriment un compromis politique ou cachent une intention bien arrêtée de changer le rôle du Canada, comme mon parti le préconise de temps à autre.

Le gouvernement ne peut se contenter de parler de la deuxième étape, il doit au pays ce qu'il compte faire et consulter le Parlement à ce sujet. Une partie de la déclaration du ministre a été présentée à l'opinion comme une révision profonde et extrêmement importante d'une étape décisive de notre politique étrangère et extérieure. Cette déclaration a